

3337  
Contre les 18 mois,  
contre la hausse :  
**3ème FRONT  
PROLÉTARIEN**

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 240  
VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## L'« Armée de la Paix » prépare la guerre

A PRES le discours de Plevén nous apprenant que la durée du service militaire en France était portée à dix-huit mois, après la nouvelle que des mesures analogues étaient prises en Angleterre et en Belgique, il est devenu visible que parmi les trois positions que l'on pouvait adopter en pareille situation, seules les deux premières ont semblé être partagées par la grande masse des « citoyens ».

La première attitude, celle des tenants du camp occidental, des « socialistes intégrés » et des marchands de canons, n'a provoqué aucune surprise. Nous nous attendions, en effet, à voir ceux qui n'avaient cessé de préconiser, préparer et réaliser cette militarisation à outrance applaudir énergiquement (!) le geste des gouvernements marshalliens.

La seconde attitude, celle du P.C., de l'U.J.R.F. et des dirigeants de la C.G.T., n'a, elle non plus, étonné personne. Il était clair, en effet, que les partisans de Moscou ne pourraient adopter qu'une position de compromis. Comme il est devenu impossible aux staliniens, après leur éloge effréné du militarisme russe, de ce qu'ils nomment « l'armée de la paix », de préconiser maintenant un antimilitarisme intégral, même destiné aux « moutons » près à admettre tous les revirements, ces messieurs se sont contenté de hurler : « A bas les dix-huit mois, mais retour au service d'un an ». Il faut bien se défendre, n'est-ce pas ?

Quant à la troisième attitude, celle que n'ont cessé de préconiser les anarchistes, pour ne pas être nouvelle, elle a cependant semble provoquer un certain écho. Notre position de « 3<sup>e</sup> front » révolutionnaire, face aux impostures du capitalisme et du stalinisme, s'opposant à tout impérialisme, qu'il soit d'Est ou d'Ouest, a rencontré un certain nombre d'adhérences. Nos amis ont compris qu'aucun compromis avec les idéologies stériles n'était susceptible d'être efficace. Ils ont senti que pour mener à bien la révolution sociale, il était indispensable de rompre avec tout ce qui risque de renforcer même momentanément le camp de la réaction sociale : étant contre le militarisme, nous ne cesserons de combattre l'armée, le service militaire quel que soit sa durée, et la guerre, quels que soient les prétextes que l'on voudra nous trouver pour nous emmener au massacre.

Face aux dix-huit mois, nous luttonsons donc, pour un « 3<sup>e</sup> front » social, de plus en plus solide, de plus en plus combatif. Tergiver-ser serait faillir.



## a Strasbourg IMPOSTURE EUROPÉENNE

UE les traditionnalistes du type Churchill et Reynaud se rangent parmi les promoteurs les plus ardents d'une Europe unie caractérisée le climat faussement internationaliste d'aujourd'hui. Ce qui inspire à ces « fédéralistes » des idées en contradiction absolue avec celles qu'ils défendaient avant la guerre — suppression des frontières, gouvernement européen, plus tard, monnaie unique — est l'irréversible poussée des forces économiques qui ne peuvent plus s'accommoder de l'archaïque concurrence d'Etat. C'est, maintenant, la concurrence intercontinentale qu'il s'agit d'organiser. Aux yeux des moins clairvoyants, il apparaît nettement qu'aucune nation ne saurait plus se replier sur elle-même, que la coopération est devenue une impérieuse nécessité, que l'imbroglio des changes, la multiplicité des frontières, la douane et ses barèmes complexes sont d'un autre âge.

Toute cette structure juridique et conventionnelle s'oppose à la libre et intense circulation des marchandises et des hommes, des idées mêmes, que le développement de la technique des transports et des communications a rendu extrêmement aisée.

Cependant, les « consultants » de Strasbourg, après plusieurs semaines de palabres se sont séparés sans avoir progressé d'un pas. Leurs discours, leurs vœux, leurs recommandations, leurs

suggestions ne rencontrent qu'indifférence générale. Les peuples, instinctivement, sentent bien que ces hommes d'Etat sont tous frappés de l'impuissance congénitale dont les racines profondes sont : la propriété privée, ou étatique des moyens de production et les hostilités concurrentielles qui en résultent (automobiles allemandes, françaises et anglaises par exemple), l'impossibilité d'imposer par le haut une véritable union des peuples soumis à l'exploitation capitaliste, abîtis par les mythes politiques et religieux. Et Pauwells qui dans « Combat » nous parle de cet « ...élan sentimental sans quoi les meilleures résolutions techniques devraient sans pouvoir », oublie simplement que la foi qui soulève des montagnes doit agir de la base au sommet et non du sommet à la base.

Les politiciens n'ont jamais rien fait de bon. Même s'ils réussissent un jour à unifier l'Europe, ils n'auront alors réussi qu'à planifier l'industrie, surmonter les contradictions économiques, donner une vigueur nouvelle aux puissances financières et sans doute auront également réussi à agraver l'exploitation des masses salariées appelées à faire les frais de la concurrence Europe-U. S. A. Pour reprendre un mot de notre confrère, disons que « l'Europe chaude » ne sera que dans un climat révolutionnaire, lorsque les lames de fond emporteront toutes les inutiles superstructures poli-

tiques et juridiques, lorsqu'à la base, dans la commune, dans l'usine et aux champs, les hommes établiront les fondations du véritable fédéralisme, et que les instances locales, régionales, nationales et internationales ne seront plus que des organismes de mise au point et d'exécution des volontés de la base, lorsque le gouvernement des gens enfin aura fait place au gouvernement des choses.

\*

Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment on songe surtout à l'armement et la question de l'Allemagne de Bonn, est au premier plan. Aux dernières nouvelles, on apprend que les Allemands seraient heureux de servir dans une armée européenne dont le principe a été adopté au Conseil de Strasbourg par 89 voix contre cinq. C'est Rounault, toujours dans « Combat » qui nous l'affirme, en s'appuyant sur le fait que si le mot « Wermacht » est imprononçable en Allemagne, le même mot suivi de l'adjectif : « européen », peut soulever l'enthousiasme, mais pas, bien entendu, chez les « aventuriers et les chômeurs ». Chez les Allemands conscients de la grandeur de cette idée, sans doute ? Car un chômeur (il y en a deux millions dans la trizone) est prêt à s'engager n'importe où ». Il est triste de constater que l'auteur de « Mon ami Vassia » en soit arrivé à

(Suite page 2, col. 3.)

## COMME EN 1939, L'HYPOCRISIE TRIOMPHE

# Le « coup » des Etrangers

**L'OPINION** publique a été appelée, ces temps derniers, à s'émoiuer sur deux manœuvres du gouvernement Plevén, qui ne sont pas sans rappeler celle de ses précurseurs à la veille de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit, d'une part, de l'arrestation des communistes espagnols ; d'autre part, de celle des Algériens qui manifestaient à propos des brimades dont « L'ALGERIE LIBRE » est l'objet. Alors que ce dernier fait se passe de commentaires et qu'une protestation générale, à laquelle nous ne pouvons que nous associer, s'est aussitôt élevée, nous pensons que le « coup des Espagnols » mérite d'être située dans le cadre des activités gouvernementales.

nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle victoire socialiste.

Brisons-là, messieurs les politiciens bourgeois, socialistes, émérpistes, radicaux et autres budgétovores. Brisons-là, vertueux défenseurs des « libertés » stalinien qui vous dressiez dans « l'Humanité » avec une feinte indignation contre le « crime » gouvernemental, alors que des millions et des millions d'hommes et de femmes crèvent à petit feu dans les camps de concentration soviétiques. L'hypocrisie en face de l'hypocrisie. Les ennemis gouvernementaux hurlent « Nous sommes virils » parce qu'ils ont fait une rafle policière, et le loup stalinien joue au mouton égorgé, avec des tremblements dans la voix et fait un appel aux « simples Français, communistes ou non » pour arrêter le bras des nouveaux fossoyeurs, pour la paix et l'indépendance de la France ».

Erreur ! Le moment est venu de faire notre auto-critique et de confesser bien humblement que nous avons erré et perpétré dans l'erreur. C'est « Le Populaire » qui nous en a convaincu. Vous savez bien, le journal de ce Parti socialiste qui affichait à la « Libération » : « Le socialisme maître de l'heure » ; de ce Parti socialiste dont les dernières assises ont recommandé à ses partenaires de ne pas participer au gouvernement sauf en cas de crise grave de régime, et dont les parlementaires ont aussi été arrêtés en Bulgarie, en Hongrie, comme ils l'avaient été en U.R.S.S., et Staline liquide ceux dont Hitler n'avait pu venir à bout. De l'autre côté, l'impérialisme américain marche à pas de géant vers la dictature, et y entraîne progressivement ses satellites « démocratiques » et occidentaux. Notre camp à nous autres, hommes libres, n'est pas un camp impérialiste, ni même un camp « national » (car l'idée de Nation n'a plus aucun signification à l'époque où la terre a été partagée entre deux géants voraces comme un champ d'exploitation). Notre camp, c'est celui du prolétariat mondial qui tend de plus en plus à prendre conscience de la mystification stalinienne comme de la mystification démocratique bourgeois, de la tromperie bureaucratique comme de la tromperie capitaliste. Notre camp, c'est celui de la révolution à faire, dans une prise en mains directe des moyens de production par les travailleurs, la gestion ouvrière, contre ceux qui prétendent se réclamer de la liberté ou des travailleurs.

Mais, néanmoins, on ne peut pas éviter de faire un certain nombre de réflexions à propos de ces arrestations. Car, comme le dit « Franc-Tireur », il y a toujours des pauvres gens qui trinquent. Ayant quelque peu fréquenté les prisons françaises et les camps de concentration, je suis promulguée par Louis-Philippe,

centraux allemands en une époque qui n'a, hélas ! rien perdu de son actualité mondiale, nous ne pouvons témoigner. Il n'y a que les pluimatis à gages de l'« Epoque », de l'« Aurora » et toutes quanti pour se figurer que la police est une institution charitable et bienveillante, et qu'elle n'a pu arrêter que des bureaucrates à la solde de Moscou, etc... Je suppose que la subtilité et l'amabilité compréhensive bien connues de ces messieurs les flics n'ont pas été

jusqu'à faire la différence entre un travailleur, communiste parce que « tout de même il faut faire quelque chose contre le capitalisme », et un bureaucrate stalinien candidat à la dictature anti-ouvrière. Je ne parlerai même pas de cette « excuse » qui souligne que les personnes arrêtées n'étaient pas françaises, car je ne me souviens pas que le gouvernement de l'IV<sup>e</sup> République ait jamais reproché aux étrangers, en particulier aux Espagnols et aux Polonais, d'avoir eu une intense activité anti-hitlérienne sous l'occupation allemande, et d'y avoir même laissé la vie d'un certain nombre d'entre eux.

En fait, pour un défenseur du socialisme authentique, cette déclaration : « Nous n'avons arrêté que des étrangers » est à la fois une duplicité et une hypocrisie. Une duplicité, parce que les étrangers n'appartiennent pas à des nations, mais au camp des exploités, des oppresseurs ou des opprimés. Les travailleurs ne seront précisément une force invincible que le jour où ils auront pris pleinement conscience de la solidarité internationale qui les lie en face de la bureaucratie stalinienne et de la bourgeoisie capitaliste. Toute tentative de développer le chauvinisme et la xénophobie en criant « Haro sur les étrangers ! » est une attaque contre cette prise de conscience internationale, une recherche de bouc émissaire que nous ne pouvons pas ne dénoncer. Car l'histoire nous montre que la chasse aux étrangers a toujours marqué l'avènement des régimes les plus anti-ouvriers, depuis les gouvernements de la droite capitaliste jusqu'au sort que leur réserve Staline dans ses prisons, en passant par le racisme hitlérien.

Et la chasse aux étrangers fait aussi partie intégrante de la préparation de la guerre par les deux blocs. En 1950 se répète l'histoire de 1939. Il y a 11 ans aussi on avait commencé par les « étrangers communistes », pour finir par arrêter les étrangers tout court et les véritables révolutionnaires. A quand les prisons « françaises » pour nous autres, hommes libres ? Quand allez-vous commencer à peupler les camps d'internement « démocratiques » avec les nôtres, pour les empêcher de prêcher de la désaffection révolutionnaire, sans distinction de race et de nationalité, et le soulèvement contre toute exploitation ?

Nous aimons mieux vous dire tout de suite que nous serons coriaces, messieurs

les « démocrates ». Car, figurez-vous, nous nous souvenons de ces hommes qui, arrêtés par Daladier, ont tout simplement été cueillis par Hitler dans leur cellule et envoyés dans les camps de la mort. Nous serions assez ennuies d'être emprisonnés par ce père de Plevén et d'aller engrainer de notre carcasse les plateaux sibériens. Mais, même dans ce cas, souvenez-vous d'une chose : que les politiciards vaseux d'avant 40 qui ont repris leur place au soleil après Hitler pourraient bien, pour cette fois, perdre définitivement leurs fauteuils. On ne refait pas deux fois le même coup, et la véritable révolution prolétarienne a peut-être son mot à dire.

René MICHEL.

## Les anarchistes au pays de Tito

### LA RÉALITÉ YUGOSLAVE

A Yougoslavie est à l'heure actuelle un centre d'intérêt incontestable, tant par l'existence du « schisme titiste » remettant en cause les vieilles tablettes stalinistes sur les rapports entre pays socialistes, que par les bouleversements qui en découlent dans l'Empire stalinien, et tous les idéologues en mal de références de se congratuler sur la naissance d'un authenticité nouveau d'avant-garde, dans le glacier oriental. Et les kominternistes incorrigibles de donner vigoureusement de la verge en porte-à-l'œil, contre les vétérans lubriques serbo-croates. Les ex-compagnons de route du stalinisme trop dépréciés, tels Casou et Zilliacus, retrouvent l'illusion d'un confort intellectuel que n'avait pu leur procurer le mouvement des partisans de la Paix et de la Liberté. Enfin les trotskystes en quête d'effets renvoient aux calendes grecques leur fameuse « théorie » sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. et déclinent, non sans humour, en congrès, que la Yougoslavie est socialiste. Involontairement Tito fournit à l'ail bourgeois du trotskysme, nous pensons notamment à Dalmat et Bourdet, l'occasion tant attendue de renouer les amitiés rompus avec les prétendants à l'orthodoxie, les ouvrières, les vrais, du P.C.I. Le grand maître Trotsky lui-même est laissé à cent lieux en arrière. Mais l'auguste portrait de Karl Marx, déjà nantie d'une cohorte de stuivers impétueux, est brûlé comme justification d'origine.

C'est précisément en raison de cette adhésion outrancière et du confusionisme des supporters d'une part, et de la perfide campagne des staliniens d'autre part que les militants de la Fédération anarchiste — quoiqu'en dise la feuille du P.C.I. — sont allés nombreux sur place s'enquérir de la réalité yougoslave. Ignorant les façades reluisantes du régime, les artifices de propagande et l'enthousiasme apparent, ils ont pénétré au plus profond de la société : ils ont parlé avec les travailleurs, les paysans, les étudiants, etc. Ils en sont revenus avec la certitude que Tito est absolument étranger au socialisme, du moins pour ceux qui, comme nous, considèrent que le socialisme ne saurait s'accommoder d'un pouvoir omnipotent et despote, quels que soient les « nobles objectifs » qu'il se propose d'atteindre.

La grande enquête que nous publierons à partir du prochain numéro vient donc à son heure. Notre but n'est autre que d'éclairer les travailleurs sur le pseudo-socialisme dont tant d'aventuriers leur rebattent les oreilles. A cet égard, notre enquête sera un sévère réquisitoire.

Joë LANEN.

**REDACTION-ADMINISTRATION**  
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. C. P. 5072-44

**FRANCE-COLONIES**  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
**AUTRES PAYS**  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande

Les vacances sont terminées, la rentrée s'effectue. La tâche d'assurer la vie financière du « Libertaire » nous incombe et incombe également à tous ceux, militants, lecteurs et abonnés, qui estiment que le « Libertaire » doit vivre. Quels moyens allons-nous adopter pour assurer la parution de notre journal ?

Devons-nous faire appel à l'éternelle souscription ? Oui, dans la mesure où celui qui peut donner, donne pour affirmer sa sympathie à notre organe.

Mais la souscription par elle-même ne pourra jamais résoudre entièrement le problème financier. Elle n'est qu'un palliatif qui sert à combler un constant déficit. Or, il s'agit, pour assurer une parution régulière, de supprimer, purement et simplement, ce déficit. C'est pourquoi nous ouvrons aujourd'hui une « grande campagne d'abonnements ».

Il est indispensable que dès aujourd'hui, chaque militant, chaque abonné, chaque lecteur fasse un ou plusieurs nouveaux abonnements au « Libertaire » !

En effet, si d'ici le 31 octobre, le « Libertaire » dispose de 5000 abonnements de plus, nous pourrons, assurés de la stabilité financière du journal, mettre tout en œuvre pour présenter à nos lecteurs, un « Libertaire » d'une forme nouvelle, plus riche, plus variée.

Et nous savons qu'une telle réussite sera obtenue grâce aux efforts de nos amis durant cette grande campagne d'abonnements, car nous sommes persuadés que, comme nous, tous nos amis sont disposés à œuvrer, non seulement pour le maintien de notre journal, mais aussi pour que le « Libertaire » ne cesse de s'améliorer, de se montrer dignifié de la cause qu'il défend.

Donc, au travail, que chacun fasse un nouvel abonné et « Le Libertaire » vivra...

## La bataille de l'Enseignement

# OFFENSIVE ÉTATIQUE

Nous n'avons jamais cessé d'affirmer, dans la présente tribune, qu'une offensive étatique contre l'enseignement était en cours en France et, rappelons-le, également en Union Française. Cependant certains ont été jusqu'à nous taxer d'alarmisme démagogique. Lors même que preuves et multiples témoignages démontaient la mauvaise foi des déclarations gouvernementales à propos de l'Education Nationale. Et aujourd'hui, nous voyons ces mêmes « défenseurs paténaires » des enseignants, nier toute la signification que l'on peut légitimement accorder à certains discours prononcés par M. Plevén le 10 septembre 1950, à St-Brieuc.

Or, nous avons été informés du sort de la réforme scolaire (!) et la déclaration de M. Plevén se révèle inquiétante, malgré les précautions prises pour nous annoncer que : « La commission chargée de l'étude des problèmes scolaires sera formée de laïques et de catholiques, enseignant ou usagers, choisis pour leur valeur humaine autant que pour leur compétence, en même temps que de personnalités de haute et indiscutable réputation désignées hors de toute préoccupation politique, confessionnel ou doctrinal. Sa composition sera arrêtée définitivement par le prochain conseil des ministres. » Quant à la question des crédits de l'E.N., tous ceux qui ont eu connaissance des fameux projets de la Commission Nationale des Économies seront sans doute intéressés d'apprendre que : « Récemment enfin, le gouvernement a rendu exécutoire le plan de compressions budgétaires préparé par les commissions départementales et par la commission nationale des économies... »

Nous pensons donc, pour notre part, que les précisions apportées par une protestation émanant du syndicat C.G.T. de l'enseignement technique contre la suppression de cent soixante-quinze postes d'adjoints d'économats et la diminution de 64 millions des crédits des bourses », (Ces décisions rentraient dans le cadre des économies récemment décidées par le gouvernement.), constituent peut-être une sous-estimation de ce que nous démontre l'« élu ». Aussi peut-on se demander la cause

(Suite page 2, col. 1.)

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Liberté réglementaire

dénoncer la « bombe » de Truman et de s'enthousiasmer pour celle des Soviétiques : populaire.

Vous le voyez, tout le monde est libre. Libre d'obéir. Car dès l'instant où l'on n'hésite plus, on n'est plus libre. Ça coule de source ! La liberté est réglementée. Et accepter le règlement c'est être libre, puisque ne pas l'accepter conduit tout droit au camp de concentration qui ainsi se justifie pleinement. En effet, des éléments de comparaison sont indispensables à toute bonne démocratie, et la liberté privée de ces camps serait d'une insupportable fâcheur. Si toutes les femmes étaient belles, les hommes seraient bien malheureux, croyez-moi ! D'ailleurs, le camp en lui-même est un des nombreux moyens indispensables au bonheur de l'humanité. On a bien compris au Kremlin. Pour atteindre la plénitude « socialiste », il nous faut suivre des chemins souvent caillouteux, hérissés d'embûches, de chaussettes, de fondrières. C'est le stalinisme qui nous l'apprend.

Dès lors, rien d'étonnant que pour faire le honneur de ses peuples, le génie à moustache se voit forcée, avec de bruyants soupirs, d'égarer son empire avec du barbelé. Et des potences. Pour ceux qui ont besoin qu'on leur apprenne à vivre.

OLIVE.

## - UN AJISTE...

De Lyon, notre camarade Bigou nous informe des faits suivants : « Le samedi 8 juin, fut décidée, à Lyon, une manifestation qui réunirait les campements et ajistes pour demander une réduction de 50 % sur les billets collectifs, en faveur de tous les jeunes partant en groupe pour les vacances. Dans l'après-midi, place Bellecour, se trouvaient rassemblés plusieurs centaines de jeunes. Une ronde joyeuse s'organisa et les chants se succédaient lorsqu'un émissaire de la Préfecture vint nous demander de circuler. Or, à peine avions-nous mis nos sacs que la nouvelle nous parvint de l'arrestation d'un camarade ! Une protestation unanime s'éleva. Quelques minutes plus tard, deux autres ajistes furent embarqués dans le panier à salade. On entoura tous les jeunes réunis qui clamèrent leur indignation. Ce que voyant, l'officier de police donna l'ordre de charger... Une bataille rangée s'ensuivit, mais nous étions générés par nos sacs et nous ne pouvions être bien efficaces contre les brutes bien nourries qui « protègent » la sécurité des Lyonnais. Mais tout n'est pas dit et la contre-offensive s'organise... »

## UN METALLO

De chez Gutenberg nous rappelle que : « Récemment, chez Gutenberg, le soudeur Souillard a trouvé la mort au cours d'une explosion. Deux autres ouvriers subirent une commotion. Il ne sait peut-être pas mauvais que le « Libre » cite plus souvent de pareils faits. Il n'y a pas de raison de laisser l'« Huma » s'approprier tous les accidents du travail à des fins démagogiques. Oui ou non, ce sont bien les « anars » qui mènent la lutte contre la superhiérarchie et les cadences infernales ! Alors ? Il faut débourrer le crâne des jeunes ! »

cours d'une explosion. Deux autres ouvriers subirent une commotion. Il ne sait peut-être pas mauvais que le « Libre » cite plus souvent de pareils faits. Il n'y a pas de raison de laisser l'« Huma » s'approprier tous les accidents du travail à des fins démagogiques. Oui ou non, ce sont bien les « anars » qui mènent la lutte contre la superhiérarchie et les cadences infernales ! Alors ? Il faut débourrer le crâne des jeunes ! »

## DES ETUDIANTS...

Un groupe d'étudiants ex-socialistes d'Aix-Marseille félicite le « Libertaire » d'avoir montré au peuple, à propos de l'discussion à l'Assemblée, le rôle des « élus » socialistes, d'intéresser les camarades prolétaires au sort misérable des étudiants, en période d'examen surtout, et, enfin, relève une erreur dans un de nos articles. « Dans votre rubrique la Bataille de l'Enseignement, s'est glissée l'erreur suivante : vous attribuez à Wallon des recherches documentaires ; or, c'est M. Piéron qui a fait des enquêtes sur la valeur des examens. »

## UN CULTIVATEUR

De Saint-Eloï (Ain) affirme avoir été surpris par un article de notre journal sur la défense de l'école laïque. « Il me souvient d'avoir lu dans le « Lib » que ladite école était au service de la bourgeoisie, que l'on enseignait le respect des lois qui érascent le malheur, le respect des puissants du jour et le chauvinisme au lieu de l'internationalisme. Cela a-t-il changé ? »

Nous rassurons ce camarade et nous lui annonçons que paraîtra, dès que cela sera possible, une étude sur la signification respective de l'école dite laïque et de l'école dite libre, qui situera la question sur le plan de la pratique.

## UN PROFESSEUR...

du même département, répond à notre question en ces termes :

1<sup>e</sup> question : « Que pensez-vous des projets de la Commission d'économies ? » Beaucoup de mal. Le F.E.N. a organisé à Bourg (Ain) une réunion de protestation très réussie.

2<sup>e</sup> question : « Envisagez-vous de soutenir une grève des examens ? » Oui ou, plus exactement, grève pendant les examens.

3<sup>e</sup> question : « Quelle autre forme d'action voyez-vous ? » Grève générale. A étudier.

4<sup>e</sup> question : « Désirez-vous être tenu au courant des événements par la Commission libertaire de l'enseignement ? » Oui ou, plus exactement, grève pendant les examens.

## UN PRÉSIDENT DE CONSEIL...

de parents, d'élèves, d'école, primaire d'une grande ville, de l'est de la France, nous demande conseil :

« L'article du « Lib » sur la diminution du budget de l'Education nationale a retenu mon attention. En tant que président de Conseil de parents d'élèves d'école primaire, j'ai assisté, ce soir, à une réunion du Cartel de Défense laïque traitant cette question des crédits de l'Education. J'ai trouvé, à mon gré, le but de la présente est d'entrer dans l'article avec le groupe F. A. afin de connaître les vues et actions à envisager telles qu'elles sont suggérées dans ledit article signé Charles. »

## UN DIRECTEUR...

d'un Centre de Formation professionnelle accélérée du Bois et des Métaux, exprime son désir de soutenir notre œuvre, parce que, dit-il : « Je m'étonne que la campagne du « Libertaire » se soit cantonnée seulement à lutter contre les suppressions de crédit de l'Education Nationale et l'Enseignement Technique. »

La Formation professionnelle accélérée du Bâtiment et des Métaux aurait dû faire l'objet des mêmes préoccupations du « Libertaire ». Nous regrettons l'ignorance absolue du « Libertaire » sur cette méthode d'éducation qui intéresse des milliers de jeunes gens en chômage sans métier, des garçons de 17 à 35 ans sans spécialité, victimes des professions et des cadres de la Société.

Les Centres du F.P.A. du B. et des M. enseignent, pendant 6 mois, une formation accélérée, par une économie de mouvement résultant d'une méthode cartésienne ; des résultats ont révolutionné le monde professionnel, patronal, cadres et ouvriers. C'est une œuvre essentiellement humaine et libertaire. »

Et il conclut en nous promettant son concours.

## UN ARTISAN...

de Draguignan explique sa satisfaction à la lecture de l'« Histoire de l'Anarchie ».

« L'hommage revient aux auteurs qui ont cherché et travaillé pour écrire ce livre.

## LE COURRIER DES LECTEURS

## Nos amis nous écrivent...

Et il conclut : « Ce sont surtout les jeunes qui ont besoin de ce livre. Ils trouveront une puissante documentation pour prendre la parole en public et devenir des orateurs indispensables au mouvement anarchiste. »

## NOUS ECRIVENT...

pour nous faire part de leur intérêt pour notre action. Tous les jours, nous recevons un abondant courrier qui nous démontre que, de tous côtés, des amis anars sont prêts à nous aider et à nous encourager. C'est grâce à eux que le « Libertaire » a pu tenir. Mais cette aide est aussi bien morale que financière. Le nombre des collaborateurs du « Lib » va en augmentant.

Amis lecteurs, ce journal est vôtre ; continuez à le défendre, à le soutenir, à l'améliorer, et il vivra.

## La hausse des prix

## ON SPÉCULE DÉJÀ SUR NOS CADAVRES

d'Espagne ont été soigneusement passés sous silence aussi bien par les staliniens que par les démocraties capitalistes. Une complicité tacite a noué des liens entre ces deux systèmes de l'oppression humaine. Et si demain un tel mouvement éclatait en France, par exemple, on verrait sûrement Thorez et de Gaulle le conclure une crapuleuse alliance pour l'écraser. On verrait Staline et Truman se rapprocher en vue de parer à un danger commun.

A l'espoir stupide qu'une armée européenne ou française, ou internationale, ou autre, peut sauvegarder ce qui reste de liberté, à la politique de Gribouille qui consiste à amener progressivement cette liberté sous prétexte de la sauver, nous préférons l'espoir, lointain encore mais inéfusable, de libération du peuple par lui-même.

ERIC ALBERT.

Les dialecticiens découvrent : Les mystères du minimum vital

## Auguste LECŒUR

(Les Cahiers du Communisme, n° 2, février 1950)

« Nous savons parfaitement que ceux qui ne considèrent pas comme exagérés les 600 milliards de crédits militaires... pousseront les hauts cris devant les 30.000 francs par mois demandés par un mineur de fond... »

## Benoit FRACHON

(Congrès de la C.G.T., 1949) « ...C'est donc 27.000 francs par mois que devrait toucher le manœuvre pour avoir un pouvoir d'achat identique à celui de 1938... »

## René ARRACHARD

(La Vie ouvrière, n° 297, mai 1950) « ...Ces efforts ne peuvent pas, ne doivent pas se perdre. Ils seront déterminant pour arracher des salaires basés sur un minimum de 20.000 francs pour 173 heures de travail... »

## Ambroise CROIZAT

(L'Union des Métallurgistes, n° 40, juin 1950) « Le Congrès a exigé que tous les travailleurs, et plus largement tous les non-possédants, sont des étrangers dans la société actuelle. On le voit bien lorsque le chômage jette à la rue des centaines de milliers d'hommes et de femmes. On le voit encore lorsque les réformistes et autres syndicalistes dégénérés osent s'associer avec les gouvernements et le patronat pour fixer un minimum vital au moyen des mêmes calculs que ceux qui sont utilisés pour les porcs à l'engrais. On le voit toujours lorsque la guerre déferle, dévaste, massacre et que sur les ruines et les cadavres prospèrent ceux qui parlent de sacrifices, de vertu, de patrie, de liberté. »

L'hypocrisie des gouvernements, la mortelle ignorance de la masse, son désintéressement d'événements qui menacent directement son existence physique, voilà les causes profondes qui autorisent la préparation de la guerre et la guerre elle-même. Staline et Truman ne pourront voir leur différend qu'avec l'aide des peuples. Et si les peuples disent non ? C'est une utopie, sans doute, de placer actuellement ses espérances en une révolution mondiale. Mais ce n'est pas une utopie que d'affirmer la nécessité de donner l'exemple sur un point du globe. Les mouvements libertaires, ceux de Cronstadt, d'Ukraine,

(dans le même journal, n° 41)

## Ambroise CROIZAT

(juillet 1950) « ...Il n'est pas concevable que des travailleurs soient payés à des salaires inférieurs à 19.000 francs par mois... »

## Henri REYNAUD

(La Vie Ouvrière, n° 308, de juillet 1950) « Pas un salaire au-dessous de 19.000 francs ! »

## Henri REYNAUD

Toujours dans la V.O. n° 309. « Faire bloc à l'entreprise pour les 17.500 fr. par mois ! »

A la Commission des Salaires les représentants de la C.G.T. votent pour le minimum vital à 13.500 francs par mois.

Et par ailleurs, la C.G.T. affirme sans sourciller que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Comprenez que pourra !

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Liberté réglementaire

dénoncer la « bombe » de Truman et de s'enthousiasmer pour celle des Soviétiques : populaire.

Vous le voyez, tout le monde est libre. Libre d'obéir. Car dès l'instant où l'on n'hésite plus, on n'est plus libre. Ça coule de source ! La liberté est réglementée. Et accepter le règlement c'est être libre, puisque ne pas l'accepter conduit tout droit au camp de concentration qui ainsi se justifie pleinement. En effet, des éléments de comparaison sont indispensables à toute bonne démocratie, et la liberté privée de ces camps serait d'une insupportable fâcheur. Si toutes les femmes étaient belles, les hommes seraient bien malheureux, croyez-moi ! D'ailleurs, le camp en lui-même est un des nombreux moyens indispensables au bonheur de l'humanité. On a bien compris au Kremlin. Pour atteindre la plénitude « socialiste », il nous faut suivre des chemins souvent caillouteux, hérissés d'embûches, de chaussettes, de fondrières. C'est le stalinisme qui nous l'apprend.

Dès lors, rien d'étonnant que pour faire le honneur de ses peuples, le génie à moustache se voit forcée, avec de bruyants soupirs, d'égarer son empire avec du barbelé. Et des potences. Pour ceux qui ont besoin qu'on leur apprenne à vivre.

OLIVE.

On vient d'apprendre qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre les soldats de l'armée tschecoslovaque seront astreints à suivre des cours d'économie politique et d'histoire de la lutte de classes. De plus, ils seront tondus. Et privés des permissions de fin de semaine.

Voilà une nouvelle et éclatante preuve que dans les pays de démocratie populaire, la liberté n'est pas un vain mot. En effet, ces hommes sont libres de se faire tondre, de refuser leur permission, libres d'appuyer la « norme » à 150 %, libres enfin de

## LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

(Suite de la première page)

Quoi qu'il en soit, il n'est un secret pour personne que le maintien des crédits actuels est, en lui-même, une régression, étant donné l'accroissement du nombre d'enfants d'école scolaire. C'est pourquoi nous dirons, face aux « optimistes » de la F.O. et aux « inquiets » de la C.G.T., que la vrai devoir des enseignants reste de lutter pour une augmentation des crédits de l'E.N., au lieu de se camponner à un maintien d'ores et déjà remis en question.

Nous appellerons donc tous ceux qui ont conscience de l'urgence d'une action collective et concertée, à soutenir notre effort de regroupement des « bonnes volontés » pour atteindre ce premier objectif : « des écoles et des éducateurs pour tous les enfants ».

Sachons nous souvenir, enfin, comme l'affirme M. Pleven, fort imprudemment d'ailleurs, qu'à toutes les époques un débat toujours renouvelé a opposé les hommes qui ont foi dans leurs moyens, dans le progrès, à ceux qui sont toujours prêts à démontrer le néant de l'effort.

CHARLES

(1) La Commission comprend notamment des « personnalités de haute et indiscutable réputation », notamment MM. André Siegfried et Sébastien Gilson. Des parlementaires seraient également présents. On cite les noms de MM. Paul Boncour, Le Ball, Pernot.

**1<sup>e</sup> REGION**  
NARBONNE. — Réunion très importante du groupe le vendredi 22 septembre, à 21 heures, local habituel.

12<sup>e</sup> REGION

Courrier administratif

MARSEILLE-CENTRE. — Nous informons les lecteurs du « Libertaire » que, depuis plusieurs semaines, les cours de notre Centre de formation sociale à Marseille ont repris.

Ce cours sera particulièrement utile aux camarades jeunes ou étudiants de Marseille ou de la région.

Le « cours du Militant révolutionnaire » reprendra le vendredi 29 septembre 1950, à 19 h., salle 6, C.N.T., vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie, Marseille. Il aura lieu tous les vendredis.

Ce cours, en plus des séances ordinaires, comprendra des visites de musées, usines, grands magasins, etc. Il est ouvert à toutes les personnes voulant faire ou participer à toutes leur éducation révolutionnaire et qui s'engagent moralement à suivre ponctuellement ce cours, ou à fournir aux responsables de ce cours les motifs de leur abandon.

Se faire inscrire, 12, rue Pavillon, à Marseille, auprès du camarade Couronne, les mercredis et samedis, de 18 à 19 heures.

La Commission administrative.

\*

Le C.R.I.A. a un besoin urgent de traducteurs (particulièrement pour l'espagnol) et de diptyques bénévoles. Prière aux camarades de faire une large propagande, etc. Il est ouvert à toutes les personnes voulant faire ou participer à toutes leur éducation révolutionnaire et qui s'engagent moralement à suivre ponctuellement ce cours, ou à fournir aux responsables de ce cours les motifs de leur abandon.</

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## De la "terreur blanche" à la "terreur rouge"

### AVEC LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE HONGRIE

La bataille pour la possession de Budapest dura 6 semaines. Pendant la siège et immédiatement après la libération, il était pratiquement impossible d'avoir contact avec les camarades. Je crois pourtant pouvoir affirmer que les actions individuelles des militants n'étaient pas sans mérite pendant la bataille, et alors, quand des brigades de travail volontaires brûlaient en pleine rue les cadavres des 200.000 victimes de la bataille, pour sauver la population de la peste, quinze ou vingt milliers de gens succombent encore à la faim et aux balles des soldats russes tués, qui tentaient à tort et à travers dans les rues et assassinaien sans hésitation ceux qui s'opposaient aux pillages continuels quand la misère était si grande, qu'un rat valait 10 pengos, qui deux mois avant faisaient encore vivre une famille pendant un jour, lorsqu'il était impossible d'acheter une livre de pain, mais que les cabarets et boîtes de nuit commençaient à rouvrir dans les rares maisons intactes, pour permettre aux chevaliers du marché noir et aux nouveaux maîtres de la politique de s'amuser ; quand une population affamée et misérable trainait sa vie dans les caves des maisons réduites en ruines et que l'on voyait des femmes se battre avec les membres des brigades de travail pour obtenir malgré l'interdiction un morceau d'un cheval à moitié décomposé ; quand dans les hôpitaux provisoires les médecins exécutaient des opérations avec des couteaux de cuisine et des fillettes de 10 ans y mourraient à la suite de viol ; quand une famille n'ayant pas de morts passait pour un miracle ; quand des nouveaux venus inconnus s'installaient dans les bureaux de l'administration et les anciens nazis échangeaient leurs emblèmes à la croix fléchée contre l'étoile rouge du parti communiste, le seul qui les ait accepté dans ses rangs ; à cette terrible époque du printemps 1945 les services que les anarchistes ont rendu au peuple étaient certainement très grands. Les hommes aux ceintures rouges apparaissaient dans les brigades de travail, dans les hôpitaux, partout où ils pouvaient se rendre utiles. La courte éducation que Korsakine leur avait donnée dans la lutte contre les nazis avait déjà pénétré.

Quand en juillet 1945, Torokoff, qui crovait voir le moment où il pourrait mettre en valeur ses connaissances politiques, réunit de nouveau les militants du Mouvement Anarchiste, on n'était que 35 : deux camarades sont revenus parmi les victimes des 7 et 9 décembre. L'un d'eux, P. M., nous a enfin donné le nom du traître communiste. Nous apprîmes que peu après avoir fait sauter le M. A., il fut lui-même arrêté et exécuté par les Allemands. Dès la première réunion trois groupes se formaient dans le sein du mouvement : les camarades attachés à To-

rockoi désiraient, comme lui, une légalisation du mouvement. P. M. groupait autour de lui ceux qui préféraient travailler en accord avec les communistes, espérant éviter ce parti après la chute de la bourgeoisie. Le troisième groupe enfin, conduit par Korsakine et soutenu par Christ voulait continuer la résistance combative cette fois-ci contre l'Etat principalement, et contre les troupes d'occupation russes...

A cette époque un gouvernement de coalition, soutenu par les quatre partis « démocratiques » (petits-paysans, communistes, socialistes, paysans) exécutait les premières nationalisations, la distribution des terres et la réorganisation de l'administration. Mais derrière cette relative liberté et progrès social, se dessinait déjà la puissance de la police politique, entièrement communiste, qui devait avec l'aide des occupants du plus en plus le véritable maître du pays. Son chef, Gabor Peter, d'une réputation exécitable, fut exécuté par ses camarades trois ans plus tard comme

#### (Suite et fin)

rockoi, voyant les lourdes pertes du mouvement et le danger suprême qui consistait dans le combat contre cette police qui avait ses espions partout et écrasait ses ennemis impitoyablement voulait créer un terrain de lutte qui aurait permis un repos aux militaires exténués par la fatigue. Il avait espéré aussi qu'ayant une activité au sein du P.C. pour le détournement du stalinisme. Le 3<sup>e</sup> groupe refusa tout compromis. Mais étant donné la faiblesse matérielle du Mouvement, chacun des groupes se déclarait solidaire avec le groupe dont le principe allait être voté par la majorité.

Grâce à son prestige et aussi à la fatigue qui se manifestait dans l'élan des militants (il ne faut pas oublier que la plupart d'entre eux étaient des hommes qui n'avaient pas encore atteint leur 20<sup>e</sup> année, combattant et travaillant sans repos depuis un an, et sous-aliments en plus), Torokoff importait la victoire. Immédiatement il demanda la légalisation de la formation officielle du Mouvement Anarchiste, qui fut accordée, puis retirée sur l'ordre du maréchal Vorochilov, commandant en chef des troupes d'occupation. Malgré cela, Torokoff parvint à conclure un accord avec les dirigeants du pays selon lequel l'activité anarchiste serait libre jusqu'au point où cette activité pourrait être considérée comme sabotage des activités gouvernementales. Aussitôt, une imprimerie fut installée, et la propagande commença. Dans le groupe d'usines de Tisza Csepel près de Budapest, les ouvriers, déçus par la conduite antisociale de leurs nouveaux syndicats communistes, se tournaient avec sympathie vers notre mouvement, le seul qui ait vraiment représenté leurs intérêts. Or, le Parti communiste, battu aux élections où les petits paysans obtinrent la majorité absolue, mais de plus en plus fort grâce à l'appui soviétique, avait cru au premier moment que le mouvement anarchiste allait centraliser ses efforts pour le renversement du gouvernement (où les petits-paysans avaient la majorité) et affaiblir l'Eglise catholique qui commençait à devenir l'ennemi le plus puissant des staliens. Des que les dirigeants communistes se furent aperçus du danger que la concurrence anarchiste représentait dans les milieux ouvriers, Gabor Peter lançait ses menaces contre nous. Seules quelques arrestations avaient eu lieu, mais il était à prévoir que tout le mouvement (qui possédait, en septembre 1945, 700 de 500 militaires) serait paralysé, ses membres étant obligés de se cacher devant la police. Torokoff parvint à rassembler une dernière fois les militants les plus importants, il demanda à Christ de conduire la lutte qui, à partir de ce moment, devait être sans merci. Le lendemain Torokoff fut arrêté et on le vit jamais plus. Comme après le coup porté par les Allemands, les anarchistes répondirent par un assaut : à l'occasion d'un défilé des troupes rouges dans la capitale, quatre étudiants anarchiste ouvrirent le feu d'un grenier sur les troupes. Ils abatirent trois officiers et cinq soldats rouges, puis mettaient le feu à leur abri et se donnaient le mort. On ne découvrit que leurs cadavres carbonisés. Dans les usines de Csepel, les anarchistes provoquaient la seule grève qui eut lieu en Hongrie après la libération : ayant de pouvoir prendre des proportions importantes, elle fut étouffée par les militaires de Gabor Peter : trente ouvriers, dont vingt-quatre militants anarchistes furent exécutés sur-le-champ. Christ qui était encore membre de la direction d'un mouvement de jeunesse de gauche, et livrait une résistance acharnée à l'effort des communistes pour prendre en main tout ce mouvement, provoqua un scandale : exposant aux membres du mouvement les activités de leurs membres pro-communistes et des membres de la direction communistes (7 sur 11), il exigeait l'élection d'une nouvelle direction et l'expulsion des membres voulant faire sauter l'unité du mouvement. Une scission se produisit, au cours de laquelle toute une section du mouvement de jeunesse l'abandonna. Christ fut arrêté et libéré deux jours après par erreur. Il dut se réfugier à la campagne. Alexei Korsakine fut blessé en même temps dans une bagarre entre la police et la population. P. M. abandonna toute activité politique ; un peu plus tard il quitta le pays clandestinement. Le reste du Mouvement Anarchiste fut liquidé petit à petit. Les trois derniers

militants : Korsakine, Christ et le camarade de ce dernier avec lequel il avait été arrêté par les Allemands, se retrouvèrent deux ans plus tard à Budapest. A cette époque-là, la lutte pour l'avenir du pays se déroulait entre l'Etat et l'Eglise. Participation anarchiste à ce combat ? Il n'y avait plus rien à faire nous étions mis hors la loi, recherchés par la police qui s'infiltrait partout, sans le moindre moyen financier. Les anciens camarades étaient tous dispersés, ou avaient abandonné leurs idées et étaient entrés au Parti Communiste (d'où ils furent expulsés à la première purge). Les trois militants décidaient de quitter le pays. Christ partit le premier, il traversa sain et sauf la frontière, comme Korsakine deux mois plus tard. Le troisième camarade fut abattu à la frontière par la police.

J'ai eu l'occasion de parler avec Korsakine et le Christ à Paris, l'année dernière. Ils traînaient la vie misérable des autres millions de réfugiés politiques, faisaient quelques projets de participer à l'activité de la Fédération Anarchiste Française. « Depuis cinq ans

je suis pour la première fois en sécurité et libre », me dit Christ. Puis, comme deux agents de police passaient près de nous, il ajouta : « Relativement ». Il avait travaillé dans plusieurs usines, et fut chassé de partout pour la propagande anarchiste qu'il faisait parmi les ouvriers. « Une seule arme me reste en main, me dit-il, c'est la littérature ».

Alexei Korsakine allait mourir. Dix ans de combat sans relâche ont affaibli son corps, qui ne put plus résister aux privations. Moralement il était tué. Il parlait pendant des heures du malheureux sort des ouvriers et paysans de la Hongrie « soviétique ». Le peuple pour lequel il avait lutté pendant dix ans, était plus exploité, plus malheureux, plus esclave que dans les plus mauvais jours de la dictature de Horthy. Il est mort en décembre 1949.

Camarades de France et du monde entier, rendez-lui l'hommage qu'il a mérité. Et songez parfois aux centaines de morts de l'ancien Mouvement Anarchiste de Hongrie, ces hommes aux ceintures rouges qui sont tombés en combat dans les coups de leurs ennemis, de vos ennemis, des amis de la liberté humaine : la réaction, le nazisme et le stalinisme. Que leur mort n'ait pas été vain...

G. A.

#### Un Reportage du « LIB »

## PORTUGAL 1950

**L**ORSQU'APRÈS avoir longtemps roulé en Espagne, contemplé à chaque arrêt bon nombre de gardes et de soldats armés, aux uniformes rappelant les plus beaux jours de l'occupation, on quitte enfin des plateaux désertiques de Castille, le Portugal semble tout souriant.

Les villages blancs disséminés dans la verdure, ses grandes villes animées aux places de mosaïques, aux parties de fleurs, aux automobiles luxueuses, contribuent à influencer favorablement le touriste. Des agents de police règlent tranquillement la circulation en fumant des cigarettes et aucune propagande visible, aucun portrait de Salazar, ne viennent démentir cette première impression.

Mais... aux terrasses des cafés, des femmes mendient du sucre, des gosses aux visages de petits-vieux, aux jambes rachitiques, mal vêtus, sans souliers,

s'assemblent autour des étrangers et les regardent manger avec autant d'envie que de curiosité. Très nombreux sont les gens qui marchent pieds nus, tant à la ville qu'à la campagne, non par mode, mais parce que les chaussures sont inaccessibles à leur bourse. Des quartiers entiers de taudis voisinent avec de magnifiques immeubles modernes, et bien d'autres exemples qu'il est impossible de citer faute de place, dénotent trois classes sociales très nettement distinctes, tant par le mode de vie que par l'instruction.

Avant de donner quelques chiffres moyens pouvant servir de base de comparaison, il est indispensable de préciser que rien ou presque ne vient s'ajouter au montant des salaires indiqués à l'exemple, ou aider les travailleurs en cas de difficultés.

(A suivre).

Dans « Que faire » et dans « Face à la guerre », Georges Fontaine a exprimé le seul choix possible des anarchistes sur le plan de la tactique révolutionnaire en cas de guerre. Cette prise de position de « troisième front » devant la menace guerrière a été suffisamment développée pour qu'il ne soit pas dans notre propos d'y revenir ici. Faisons remarquer toutefois qu'elle est identique à la position exprimée par notre Congrès international et à celle que la Fédération anarchiste esquisse au lendemain de la deuxième guerre mondiale dans son mot d'ordre : « Ni Staline, ni Truman. »

Il reste, à présent, à concrétiser cette position dans les faits et à entrer dans la lutte, car la théorie révolutionnaire, expression du monde vivant, se doit d'épouser le monde vivant pour le transformer. Le mouvement « 3<sup>e</sup> front » tel qu'il a été défini et provoqué par les événements mondiaux doit, d'ores et déjà, entrer en action, se rabattre sur le présent afin de mieux préparer l'avenir de ceux qui se refusent au chantage de l'un ou de l'autre bloc. La lutte, car il s'agit bien d'une lutte, d'une bataille, nécessaire, indispensable, expression de ce troisième front, ne saurait mieux se situer qu'au milieu de ceux qui sont menacés, qui sont les éternels menacés, « LES PROLETAIRES ». C'est en combattant sur un troisième front social dans les mines, les docks, la métallurgie, que nous éviterons peut-être un troisième front de guerre dans les maquis. Dans cette lutte qui doit être ardente, le terrain le plus sûr, le plus solide, compte tenu du climat actuel, reste encore celui de la revendication ouvrière.

Une revendication ouvrière INSATIABLE peut mettre en difficulté le programme d'armement préconisé par l'Etat. Une revendication ouvrière INSATIABLE, sans limites, et bien conduite, peut et doit avoir raison de M. Plénov comme de M. Duclos dans la mesure où une forte minorité ouvrière risquerait d'entrainer des communistes, des socialistes et des chrétiens sur un terrain plus ferme que celui de la politique partisane, sur le solide et immédiat des aspirations sociales. Il appartient à ce mouvement de « troisième front » d'être, sans retard, à la hauteur de la situation, de s'intégrer dans la réalité ouvrière pour y déjouer les manœuvres de raccordage et d'entrelacement au profit de la communauté de sang que constituent les travailleurs de toutes professions. Il appartient à ce mouvement de troisième front de faire basculer cette communauté, divisée sur le terrain politique, pour l'unir sur le terrain strictement social avec comme but la présence ouvrière dans les entreprises, dans les syndicats et dans la nation.

La tâche est rude, mais sur ce troisième front les anarchistes risquent de ne pas être seuls. Le signataire de l'appel de Stockholm comme le non-signataire peuvent les y rejoindre pour peu que les résultats de son action apparaissent substantiels et efficaces. Ici, il ne suffit pas, devant l'augmentation de la durée du service militaire, de laisser la protestation à son stade verbal mais d'en faire une protestation active en ne consentant au Pouvoir aucun sacrifice qui puisse s'exprimer dans les salaires et dans les prix; en ne consentant rien qui puisse porter atteinte à la reconstruction de logements, d'écoles, d'hôpitaux; rien qui puisse faire reculer l'âge de la retraite des vieux travailleurs, mais au contraire en faisant tout pour que ce pays s'édifie, construisse, enseigne et vive sans se laisser distraire par les bruits de bottes, sans se laisser troubler par la peur de ceux qui ont toutes les raisons de craindre et en faisant tout pour que ceux-ci aient des raisons de craindre non plus cette fois les armées de l'Est, mais l'armée innombrable des travailleurs sans uniformes ni clairons, qui vivent et pensent de ce côté-ci de l'Occident.

## LES LIVRES

### L'ABSURDE ET LE RÉEL

**L**ES livres ont une valeur. Ce sont des documents, documents qu'il s'agit de comprendre et d'utiliser. Nous constatons qu'en 1950, l'interprétation de ces documents donne un résultat unique : les livres d'aujourd'hui semblent témoigner de l'existence d'une certaine « réalité » présente dans tous les domaines de la vie, « réalité » qui serait, aussi paradoxal que cela puisse paraître, de certains nommément l'« absurde ». Quelques œuvres récemment publiées en France, ne font que confirmer ce que ce thème littéraire est loin d'être passé :

Si l'on compte l'enseignement moyen, les facultés et les écoles professionnelles, comme Jeanne Lévy dans « Regards » : Nous arrivons au résultat unique : les élèves d'aujourd'hui semblent témoigner de l'existence d'une certaine « réalité » présente dans tous les domaines de la vie, « réalité » qui serait, aussi paradoxal que cela puisse paraître, de certains nommément l'« absurde ». Quelques œuvres récemment publiées en France, ne font que confirmer ce que ce thème littéraire est loin d'être passé :

On se demande ce qu'il faut le plus admirer dans cela, si c'est le mépris dans lequel les journalistes à gages traitent leurs lecteurs, ou la naïveté, pour ne pas dire plus, des lecteurs qui se repaissent de pareilles contradictions !

G.-V. NARBONNE.

Moravia (2), semblera rendre compte de bien d'autres préoccupations. Nous pensons, cependant, que ce récit de la vie d'une prostituée, n'est, lui aussi, à sa manière, qu'un témoignage sur des aspects de l'« absurde ». Cette histoire où se mêlent le désespoir et l'ambition d'une « fille de joie », la bestialité d'un assassin, la passion d'un préfet de police, le dégoût, le cynisme et la honte d'un jeune militant qui sera traité à son organisation, la pourriture, la miséerie, la lâcheté du riche, la vénalité, l'aliénation du pauvre, ne fait que refléter ce que les « bonnes âmes » s'acharnent à chercher, à savoir l'absurdité longtemps du monde actuel. D'autres œuvres, d'ailleurs, du même auteur, confirment cette opinion. Les « Indifférents » (3) relatant l'éternel et saisissant conflit des adolescents découvrant une sexualité, le plus souvent dépravée et ternie par les multiples hypocrisies sociales.

Une mention également pour le « Nain gigantesque » de l'américain Wood Kahler (4), dont la traduction vient d'être publiée par la « Jeune Parc », et qui reste également très significatif. Wood Kahler a su dépeindre très sobrement et avec « une ironie désabusée entrelacée d'un ironisme discret », « les caractères, mo-

ralement, mentalement et physiquement déséquilibrés » de la haute société new-yorkaise, décrivant « le conflit, dans l'âtre de son « héros », entre sa vie intérieure rudimentaire et la poursuite d'ambitions sociales effrénées ».

Tous ces livres, avons-nous dit, sont des documents de valeur. Aussi n'irons-nous pas nier qu'en effet, il est jusqu'à un certain point légitime de postuler l'absurdité de l'univers. Cependant, du fait même que nous avons choisi de défendre certaines valeurs, qui n'ont d'ailleurs rien de métaphysique, nous ne pouvons pas souscrire à une généralisation de cette notion d'« absurde ». Il reste évident pour nous que le remède à l'absurde, c'est la compréhension de certains mécanismes biologiques, économiques, psychologiques ou sociaux.

Toujours est-il que ces livres nous aideront à comprendre. Et il est indispensable de comprendre pour avoir des chances de vaincre. Vaincre quoi ? diront les sceptiques. Mais, répondrons-nous, précisément : « l'absurde ». Charles DEVANCON

(1) Pion, éditeur, 390 fr. (445 francs).  
 (2) 480 fr. (franco 550 fr.).  
 (3) 115 fr. (franco 170 fr.).  
 (4) 260 fr. (franco 315 fr.).

## La F.A. et l'ACTION SYNDICALE

Les confusions, honnêtes ou intéressées, qui règnent ou que certains font régner à ce sujet nous contraignent périodiquement à faire le point. Qu'il soit bien entendu, d'abord, que la F. A. qui s'efforce de rassembler les militants anarchistes sur des bases communes à tous et cependant assez précises, ne pouvait se faire défenseur d'une doctrine extrême en ce domaine. Et entre ceux pour qui l'activité syndicale suffit à l'anarchisme et ceux qui nient son efficacité, il y avait place pour une attitude à la fois claire et nuancée. Nous essayons ici de la formuler en quelques points.

1<sup>o</sup> L'activité syndicale est la forme actuellement la plus connue, la plus pratiquée, de l'action ouvrière. Cependant, elle n'est pas toute l'action ouvrière et il faut tenir compte des grèves faites en dehors des syndicats (grèves « sauvages »), des comités de grève, des comités de chômeurs, etc... L'activité syndicale — nous préférons ce terme à celui de syndicalisme, trop vague (1) — n'est donc qu'un aspect des luttes ouvrières.

2<sup>o</sup> Les luttes ouvrières elles-mêmes ne sont pas toute la vie sociale. Il y a à côté l'action coopérative, l'agitation générale, l'éducation, les luttes des jeunes, des étudiants, des vieux, des paysans, etc...

L'anarchisme ne peut donc se limiter ni au syndicalisme, ni même aux luttes ouvrières.

Même, il ne peut laisser entendre qu'un anarchiste s'y intéresse forcément et au premier chef.

3<sup>o</sup> Le mouvement anarchiste, dans son ensemble, considère que les luttes ouvrières, en particulier sous leur forme « syndicaliste », bien que ne représentant pas toute l'action anarchiste de préparation et de pratique révolutionnaires, en est une partie importante, la plus importante souvent dans les pays industrialisés de notre époque.

En conséquence, une des principales tâches des anarchistes est d'être présents dans l'action syndicale, même si cette action est limitée ou décevante. Nous sommes ainsi fidèles à la célèbre « Lettre aux Anarchistes » de F. Pelloutier.

4<sup>o</sup> Les militants de la F. A. sont donc présents dans les syndicats comme ils sont présents dans tous les groupes ou formations, spontanés ou permanents, où il leur est possible d'agir en anarchistes, de faire connaître les idées communistes libertaires. Cela ne peut jamais signifier que celui qui se consacre d'abord à l'activité syndicale doit se désintéresser de l'organisation proprement anarchiste, la F. A. Au contraire, les anarchistes doivent être liés entre eux pour agir de façon concertée dans les syndicats afin d'y défendre des positions d'auto-organisation, d'antipolitisation. S'unir ne signifie pas forcément s'unir pour nuire à l'activité libre des syndicats, mais signifie pour nous, s'unir pour défendre et promouvoir honnêtement une action syndicale révolutionnaire (indépendante est un terme vague). Entendons-nous bien : les anarchistes n'ont pas à renoncer à l'anarchisme dans les syndicats, ils doivent s'y conduire en anarchistes, donc sans manœuvres bureaucratiques, mais aussi sans maladresse ou goût du scandale, de telle sorte que leur action se fasse au profit de leurs idées. Le syndicalisme ne peut pas être neutre ; qu'il soit marqué idéologiquement dès le départ ou qu'il soit unitaire, il reflète l'esprit des animateurs. Il est politique et d'inspiration, ou antipolitique et anarchiste, il est de tendance réformiste ou d'inspiration révolutionnaire, et cela d'après ses animateurs et non d'après son étiquette.

L'activité des anarchistes dans l'action syndicale est donc, comme dans toutes les autres formes d'activité, une activité anarchiste, révolutionnaire. L'organisation anarchiste proprement dite est une nécessité.

5<sup>o</sup> Les anarchistes, liés entre eux, sachant bien ce qu'ils veulent, agissant dans les syndicats, il importe relativement peu que leur action se passe dans un syndicat nettement et ouvertement teinté d'anarchisme ou dans un syndicat unitaire où se retrouvent réformistes et révolutionnaires. L'important, c'est la présence et l'efficacité. C'est pourquoi la F. A. n'a pas voulu, dans une période de bouillonnement et de bouleversements, briser ses forces en se ralliant à une décision majoritaire en faveur de la C. N. T. ou au contraire d'une centrale plus largement ouverte : C.G.T., F.O., Autonomes. En faveur de sa propre forme de « rassemblement », la F.A. possède encore cet argument : depuis l'existence de la C.G.T.S.R. après l'autre guerre, il n'a pas été possible de déterminer si l'activité dans une centrale anarchiste était plus profitable ou moins efficace que le travail de minorité dans une centrale unitaire. Au lieu du jeu stérile et pueril qui consiste à dire pour les uns : « Si vous étiez venus avec nous, nous aurions progressé », ce à quoi les autres répondent : « Si vous étiez restés avec nous, nous aurions gagné du terrain ». La F.A. a préféré une coordination de ses militants, quelque soit le syndicat dans lequel ils préfèrent agir, compte tenu des possibilités dans telle profession ou telle localité.

La F.A., par sa Commission de Coordination syndicale et de lutte ouvrière, entend donc obtenir le meilleur rendement possible des militants agissant, en anarchistes, dans les divers syndicats.

Si elle se refuse de soutenir — inconditionnellement — une centrale ou une minorité, fût-ce la C.N.T., c'est qu'elle veut juger aux actes, non aux gesticulations ou aux étiquettes. Elle a soutenu et popularisé la grève d'Aimargues, menée par des militants de la C.N.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu les luttes de chez Renault menées par des militants C.N.T. mais aussi C.G.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu la grève de chez Bessonieu à Angers, menée par des militants F.O. ou C.N.T. agissant en anarchistes.

La F.A. se fait donc un devoir de signaler et de soutenir toutes les actions — et même les manifestes et programmes — des syndicats ou des minorités ayant une attitude révolutionnaire, actions et programmes inspirés par ses militants ou spontanément de tendance anarchiste. De même qu'elle tient à signaler ce qui lui paraît être des erreurs, des voies sans issues, des trahisons.

Bien entendu, dans la mesure où la C.N.T. (ou une minorité C.G.T., F.O., Autonome) est de principes et d'action beaucoup plus près de nos idées qu'une autre organisation, elle doit s'attendre à notre soutien effectif et notre page 4 lui est ouverte. Ses positions et son efficacité réelle commandent l'attitude de la F.A.

Peut-on être plus « régulier » ?

FONTAINE.

(1) Ce qui reste de partisans du syndicalisme « pur » qui suffit à tout et à constituer une doctrine ont éprouvé le besoin de préciser, au prix du ridicule, et de forger le mot cocasse d'astatosyndicalisme !

## A LA GARE MONTPARNASSE

### Une "descente" de la Surveillance Générale...

A la fin du mois d'août et durant les premiers jours de septembre, la police de la S.N.C.F. qui s'apparente à s'y méprendre, à une sorte de Gestapo privée ou à un quelconque Ku Klux-Klan, a entrepris une action de grande envergure contre les agents des gares de la gare Montparnasse.

Des erreurs de caisse, variant entre 100 et 10.000 francs, furent relevées, ces temps derniers, dans la comptabilité de nombreux receveurs de la gare Montparnasse. Il va sans dire, pour les non initiés, qu'un receveur de Montparnasse, pendant la période des vacances suivant, encaisse plusieurs millions par mois. Les billets de chemins de fer sont imprimés au fur et à mesure de leur délivrance par une machine spéciale. Le receveur passe à la caisse principale le total de l'argent encaissé dans la journée, mais ne connaît pas le total du produit de la vente qui lui est communiqué quinze jours et même un mois plus tard. Si le receveur a versé 100 ou 1.000 fr. de trop, la S.N.C.F. les adopte et le receveur n'en entend plus jamais parler. Si, au contraire, celui-ci perçoit 1.000 fr. de moins, il doit immédiatement les prélever sur son salaire pour combler le déficit.

Ceci dit, pour montrer où sont les voleurs, revenons à nos moutons. Devant les déficits de nombreux receveurs, les policiers de la Surveillance générale ouvrent une enquête. Les receveurs furent appellés un à un dans les bureaux des flics de Vaugirard. Et, se montrant dignes de toutes les politiques du monde, réussirent sous la menace et la contrainte à faire signer des « aveux spontanés ! » à certains receveurs. Alors qu'il faut être le roi des imbéciles pour prendre de l'argent dans sa propre caisse, sachant fort bien qu'il fau-

dra combler le déficit, les flics n'en sont pas à une contradiction près ; pour eux, il s'agit de fabriquer des coupables pour justifier leur présence à la S.N.C.F.

Il paraît même que les deux policiers, Champigny et Martin, se montrèrent particulièrement arrogants et n'épargnèrent pas les menaces.

Les bureaux de la S.G. de Vaugirard avaient, ces jours derniers, quelque chose de commun avec les bureaux de la Gestapo d'Hitler pendant la guerre.

Il arrive même quelquefois que les « passages à tabac » soient de rigueur comme dans toute police qui se respecte.

Et, cependant, la direction de la S.N.C.F. couvre de sa bienveillante autorité de tels agissements.

Où veut-on en venir ?

Les cheminots, surtout les receveurs, avec leurs 16 ou 17.000 francs par mois, font un travail ingrat. Et s'ils ont des déficits de quelques centaines de francs, ce n'est rien en comparaison des milliards que les dirigeants de la S.N.C.F. jettent dans la colonne « déficit » du budget des chemins de fer. Nous n'avons cependant jamais eu à notre connaissance que M. Lemaire ou M. Porchez ait eu quelques détails avec la police.

Aussi les cheminots doivent prendre conscience du danger. Dans tous les syndicats, ils doivent demander la suppression des policiers au chemin de fer.

Les hommes qui font le métier

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## L'ÉCOLE MODERNE et la réforme de l'enseignement

Les anarchistes ne croient pas du tout à la réforme de l'enseignement du fait suffisant qu'elle est pour le régime une menace ruineuse. Toutefois elle n'est une menace que dans la mesure où elle s'accompagne d'une orientation nouvelle, généralisée et triomphante des méthodes d'éducation. Si donc, contre toute vraisemblance, nous accordons au projet, dans le cadre du régime politique actuel, une possibilité de réalisation intégrale, sans réforme parallèle de la pédagogie, un danger subsiste : la transfusion de sang à laquelle songeait l'ancien ministre peut tout aussi bien s'opérer par le projet des instituteurs, et contrairement à leurs prévisions.

L'influence du milieu n'est plus

développement rapide.

Les mêmes causes, dans les mêmes conditions expérimentales, produisent les mêmes effets. Si rien n'est changé de l'ordre actuel des choses, si la volonté spirituelle d'éducation ne se traduit, en fait, que par un perfectionnement de forme organique, il n'y a aucune raison d'entrevoir une transformation des conséquences. A une seule sélection, plus poussée, des valeurs populaires, correspondrait, pour nous, une saignée plus profonde, et plus préjudiciable aux intérêts de ceux qui nous prétendent défendre, élever, libérer. Que gagneraient-ils au renforcement d'une technocratie et d'une bureaucratie qui se révèlent de plus en plus comme de puissants moyens de domination ?

La seule mesure possible, capable de réduire peu à peu la désertion spirituelle, est la réforme de l'homme en puissance. Elle consiste, à l'école et hors de l'école, à délivrer l'âme de l'enfant des contraintes qui la brisent et l'amènent à soumission future. Il faudrait une rénovation de la pédagogie capable de donner à l'individu sortant de l'adolescence, à défaut d'une conscience de classe — de discrimination délicate — une conscience d'homme; et à défaut d'un état d'homme libre, une conscience d'homme libre.

Le sujet est plus beau que la réforme de l'enseignement. Les camarades instituteurs qui pratiquent les méthodes dites d'éducation moderne — et non nouvelle — savent que la voie est tracée. Les méthodes pratiquées, enrichies, perfectionnées et vulgarisées par Freinet notamment, sont un commencement et un espoir. J'en ai donc antérieurement une courte analyse, et je ne peux y revenir.

Je peux toutefois réaffirmer

qu'il ne s'agit nullement d'une éducation formaliste, conventionnelle, mais antiscolastique et prônant la nature. Toutefois elle n'est une menace que dans la mesure où elle s'accompagne d'une orientation

nouvelle, généralisée et triomphante des méthodes d'éducation.

Si donc, contre toute vraisemblance, nous accordons au projet, dans le cadre du régime politique actuel, une possibilité de réalisation intégrale, sans réforme parallèle de la pédagogie, un danger subsiste : la transfusion de sang à laquelle songeait l'ancien ministre peut tout aussi bien s'opérer par le projet des instituteurs, et contrairement à leurs prévisions.

L'influence du milieu n'est plus

développement rapide.

Les instituteurs malgré leurs efforts — les instituteurs d'élite malgré leur travail — savent que leur œuvre est détruite partiellement en échouant sur deux écueils bien connus : l'Eglise et la famille.

Face à l'Eglise, l'instituteur est désoeuvré et réduit à servir les poings d'impuissance. Car il ne peut, ni ne doit, aussi bien

conscience que devant la loi, contre attaquer les enseignements du Clergé sur le terrain scolaire. L'enfant appartient à lui-même et ne saurait être l'objet d'une mainmise, d'un rapt. Le cerveau de l'enfant est sacré. Si le père fait profession de violenter à longueur de messe, de catéchisme, de sacrements et autres mœurs, l'instituteur, lui, s'est donné pour mission de le respecter. Pour ne pas y faillir il s'interdit d'employer le moins du monde les procédés d'abus de confiance chers à l'adversaire. C'est pénible, révoltant peut-être, mais c'est comme ça.

Le milieu familial n'a pas du

tout le caractère oppositionnel systématique du milieu clérical. L'obstacle qu'il constitue généralement étant en partie le fait de l'ignorance et non de l'hostilité, il n'est pas irréductible en matière d'éducation.

Un autre point important concerne donc les relations entre personnel enseignant et population adulte.

D'aucuns se plaignent que les instituteurs syndiqués soient, du fait de leur autonomie, « coupés des masses travailleuses ». C'est inexact. C'est voir la question sous l'angle habituel, traditionnel, et par conséquent manquer de largeur de vue. Là encore, c'est oublier — ou ignorer — que le syndicalisme est vain s'il ne consiste qu'en action revendicative matérielle, dite du porte-monnaie, s'il n'est pas solidement étayé par « le sens du métier ». Le syndicalisme joue sur le plan professionnel entier. Les masses populaires, pour les instituteurs, sont constituées moins par les syndicats de gens de métiers que par les ouvriers, cultivateurs, techniciens, employés, fonctionnaires ou agents, et autres travailleurs, syndiqués ou non, salariés ou non, qui ont des enfants à l'école publique.

Les organismes de contact sont tout trouvés : ce sont les associations de parents d'élèves.

Adoptés et développés pour la défense laïque sous l'impulsion de la Ligue de l'enseignement, ces organismes doivent dépasser ce but et rendre de grands services à la pédagogie nouvelle. Cette possibilité grandit à mesure que le pédagogie abandonne la doctrine rigide classique, impropre aux rapports familiaux, confiants, fructueux. C'est que le maître primaire, l'instructeur, dispensateur de savoir, omniscient au petit pied, engoncé dans son infatigabilité, a commencé à faire place largement à l'éducateur, le guide, plus chercheur que détenteur de vérité, soucieux de consulter plus l'âme de l'enfant que l'Encyclopédie. Ce nouveau comportement facilite les rapports. Le seul fait, pour le père et la mère d'être pris en considération pour une tâche qu'on croyait réservée, à un corps spécialisé, les

prédispose en faveur du maître et de son enseignement, et c'est juste. Peu à peu se fera l'éducation des parents, destinée d'abord à ne pas contrarier, même involontairement, la tâche du maître, et ensuite à coordonner les éducations scolaire et familiale.

Est-il besoin d'insister sur la nécessité d'une telle entreprise, sans laquelle les meilleures intentions et les plus beaux efforts n'auront qu'une portée très insuffisante ?

Pour conclure, disons que la réforme de l'enseignement, doublée d'une réforme de la pédagogie, elle-même appuyée par la plus grande partie de la population, dénote une clarté de vue assez remarquable de la part des primaires de l'enseignement. Car ce sont là des préoccupations prorévolutionnaires.

Ajoutons que si, du plan d'élaboration de la Réforme, nous retenons les quelques organismes parasitaires ou d'opposition fonctionnelle, nous obtenons un plan-type de structure fédéraliste économique, que les anarchistes ne sauvaient désavouer.

De même les associations de parents d'élèves — représentées au Congrès des instituteurs — préfigurent incontestablement et légitimement les syndicats d'usagers d'un éminent service public — en attendant que l'enfant soit reconnu comme le véritable usager, et il en est déjà tenu compte dans certaines classes.

On peut dire qu'éventuellement, de tous les services publics, celui de l'enseignement apparaît le mieux préparé à fonctionner par ses propres moyens. Dans le cas d'une grève générale gestionnaire, les instituteurs syndiqués ne sont pas seulement prêts à prendre à leur compte l'éducation populaire. Ils en sont capables.

Et ça aussi, c'est encourageant.

K. DUVAL.

(FIN)

N.B. — Voir le « Libertaire » à partir du N° 236.

(1) On peut lire avec profit le remarquable *Essai de Psychologie sensible*, de C. Freinet.

## A PROPOS DES DOCKERS DE NICE

### UNE MESURE POUR RIEN...

D EPUIS quelques temps, les dockers du port de Nice refusent de décharger l'huile, parce qu'ils n'ont pu obtenir une prime réclamée pour la manutention de ce produit. Les événements se sont également déroulés entre ouvriers et exploitants, et l'ingénieur des P. et C. a décidé d'enlever la carte professionnelle à 15 dockers. Cette décision a provoqué un commencement de grève totale. Par des accords qui n'ont pas eu de suite, les ouvriers du port ont été bientôt déchargés de leurs navires terminé ils se retrouvent comme avant.

Rien de ces faits ne saurait nous surprendre. D'abord, pourquoi cette carte professionnelle a-t-elle été acceptée ? C'est en 1938 après l'incendie du « Paris » au Havre (ce vice paquebot qui fallait remplacer...) et qui a ainsi gagné sa prime d'assurance) que la carte a été imposée sur les ports par le patronat et les services publics « contre les espions et les saboteurs ».

Si les syndicats s'y sont opposés jusqu'en septembre 39, la guerre l'a rendue obligatoire et nos politiciens « syndicaux » l'ont conservée à leur retour.

A noter que cette fois comme toujours en pareil cas, la position des anarchistes reste seule efficace. Si nos camarades du port de Nice avaient déclenché la grève générale immédiatement, ils auraient obtenu satisfaction depuis longtemps. Le refus de débarquer l'huile... que Marseille décharge, l'acceptation d'assurer le départ du bateau de Corse, les mettent dans une position négative. Ils voient aujourd'hui tous les bateaux libérés de leur chargement prendre la mer, alors qu'eux n'ont rien obtenu. Comme le précise le journal réactionnaire Nice-Matin : « Aucun navire apportant un gros tonnage n'étant attendu pour aujourd'hui, la question d'une grève générale ne se pose pas pour l'immédiat ».